



Chassez l'artificiel, il revient au galop



Texte

Guillaume Lemoine

Référent biodiversité
et ingénierie écologique
à l'Établissement Public
Foncier Hauts-de-France

Me voilà bien désemparé à la lecture du n°13 d'*Abeilles en liberté*. En lisant certains articles du dossier, j'ai le sentiment que nous faisons fausse route... En effet, le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité sont certainement les deux grands enjeux auxquels la planète et les sociétés humaines qui la peuplent seront confrontées ces prochaines décennies, nombre d'experts parlant maintenant « d'urgence climatique » et « d'effondrement de la biodiversité ». Avoir des écosystèmes en bonne santé et en bon état de conservation, c'est évidemment la garantie d'avoir de l'eau de qualité en abondance, des terres productives, du bois, des ressources, et des espaces naturels pour notre bien-être et notre épanouissement. Ainsi, préserver et restaurer les écosystèmes apparaît comme le moyen incontournable de lutte contre le changement climatique, permettant à terme d'éviter les migrations massives de populations et les conflits à diverses échelles. Mais restauration et préservation sont-elles compatibles avec l'introduction d'espèces exotiques, destinées de surcroît à créer des sanctuaires mellifères hyperproductifs ?

Chez nous en Europe, la santé des pollinisateurs et celle du vivant en général est malmenée, notamment par des pratiques agricoles difficiles à faire évoluer puisque maintenues par le pouvoir des lobbies de l'agrochimie et de la phyto-pharmacie. Face à cette situation, nous — apiculteurs amateurs, militants associatifs, « géo trouve-tout » à l'imagination débridée — faisons la promotion de bonnes et de mauvaises idées pour essayer de sauver la planète, ou plus égoïstement les pollinisateurs, voire l'unique abeille domestique... à vrai dire, tout se passe comme si l'on souhaitait sauver « nos » abeilles ! De multiples démarches semblent ainsi motivées par la sauvegarde de l'objet de leur passion, voire pour certains de leur métier. Mais

quelles seraient les conséquences d'un lâcher-prise ? L'abeille mellifère serait-elle réellement menacée ? Si nous décidons d'arrêter de vouloir tout maîtriser et tout corriger, ne devrions-nous pas tout simplement nous attendre à avoir moins d'abeilles, mais avec des colonies plus rustiques et résistantes aux nouvelles conditions écologiques ? Les abeilles mellifères seront peut-être également plus frugales dans leurs besoins et plus modestes dans leurs productions, tout en étant moins dociles... Ce ne sera plus « nos » abeilles mais « des » abeilles. Il faudra probablement abandonner notre envie de vouloir tout contrôler et de les aider à tout prix pour les maintenir dans notre modèle de pensée et de production.

Les propositions d'apiforestierie et les éloges d'espèces exotiques que j'ai pu lire dans *Abeilles en liberté* n°13, en introduisant de nouvelles espèces dans de nombreux milieux (lisières, bois, matrices paysagères, friches et délaisés urbains) tendent à vouloir créer des espaces producteurs de nectar et de pollen pour nourrir abondamment nos abeilles, et à faire des paysages productifs à tout prix. En faisant de telles introductions végétales, nous refaisons avec la flore ce que nous avons fait avec les abeilles — ce que nous dénonçons volontiers — avec l'introduction de sous-espèces extrarégionales elles aussi toujours plus productives. Bref, nous recréons des espaces de production pour des « abeilles apicoles » !

Jouer avec le feu

Selon moi, introduire et faire l'éloge d'espèces exotiques, c'est jouer avec le feu. De nombreuses revues d'apiculture ont vanté pendant des années les mérites de la balsamine de l'Himalaya et autres invasives, et nombre d'apiculteurs en proposaient des graines à leurs collègues. Nos bords de rivières accueillent maintenant des populations monospécifiques de balsamines, certains sous-bois sont remplis de rubeckies et certaines prairies et friches de verges d'or... Nos espaces naturels, ou ce qu'il en reste, sont infestés de robiniers, ailanthes, mahonias, coto-néasters, cerisiers noirs, rhododen-



Les mélanges horticoles « très fleuris » ont souvent un intérêt écologique très restreint. Ils n'intéressent qu'une gamme très réduite d'insectes, qui sont souvent les plus généralistes et les moins menacés

Photo : © Adobe Stock

drons pontiques... Les buddleias et renouées du Japon et de Sakhaline sont partout... l'ambrosie à feuilles d'absinthe et le séneçon du Cap poursuivent la conquête de l'hexagone et nos rivières et étangs se recouvrent chaque été de jussies et d'hydrocotyles à feuilles de renoncule.

On ne le répète probablement pas assez, mais chaque introduction présente potentiellement un risque à court ou moyen terme. De nombreuses plantes « bien sages » au départ dans un jardin, à force de se reproduire, brasser des gènes et muter, peuvent développer une adaptation qui leur permettra de s'échapper dans la matrice paysagère. Même si les introductions de plantes de façon volontaire ou accidentelle ont toujours eu lieu et ne risquent malheureusement pas de s'arrêter, en aucun cas il convient de les encourager. La présence des espèces exotiques envahissantes (EEE) est connue pour être l'une des causes majeures de l'érosion de la biodiversité.

Au niveau économique, des chercheurs du CNRS ont publié en mars 2021 une synthèse des coûts économiques engendrés par la présence des EEE dans le monde. Ils annoncent pour une hypothèse basse la somme de 1 288 milliards de dollars US entre 1970 et 2017. Les préjudices (dont le coût annuel moyen double tous les six ans) se situent au niveau de l'agriculture,

de la biodiversité, de la pêche, du tourisme, de la santé, de la circulation des bateaux dans les canaux, etc. et n'ont été calculés qu'à partir des 10% des EEE les plus connues. En considérant toutes les espèces identifiées ainsi que tous les dommages générés, le coût du préjudice pourrait être quatre fois plus important. 66 espèces d'EEE sont référencées par l'Union européenne comme très problématiques. Elle en a d'ailleurs interdit l'introduction ainsi que l'élevage, le transport ou la vente. En lisant le numéro 13 d'*Abeille en Liberté*, je découvre qu'à côté des climatosceptiques il y a aussi un courant d'EEEsceptiques !

Privilégier la flore locale

Il faut en effet restaurer nos paysages et améliorer les ressources, mais cette démarche ne peut pas se faire au seul profit de l'abeille mellifère qui est un pollinisateur généraliste. Introduire des plantes à fleurs qui n'intéresseraient que les abeilles à miel, ne diminuera pas l'érosion de la biodiversité. Cela occasionnera au contraire l'exclusion de l'ensemble des pollinisateurs spécialistes qui ne sauront pas tirer parti d'une nouvelle ressource et dont l'introduction ne répond toujours qu'à notre vision anthropocentrée de l'abeille. Par ailleurs, la restauration des ressources ne peut s'envisager qu'en favorisant la restauration de la flore naturelle et des végétations régionales. Le genre *Apis* a

co-évolué avec notre flore qui contient environ 6 000 espèces de plantes supérieures, et il n'est pas pensable qu'elles ne puissent pas en bénéficier. Nos végétations naturelles sont également support de nombreuses communautés de phytophages. En introduisant de nouvelles palettes végétales, nous réduisons les chaînes alimentaires — on est bien loin alors de la spontanéité des processus et de la naturalité — et on dégrade également l'authenticité des paysages, bien que ceux-ci soient souvent des créations de l'homme et qu'ils soient toujours amenés à évoluer.

S'attaquer aux vraies causes

Les héritiers de Descartes qui se considèrent « comme maîtres et possesseurs de la nature » ne semblent pas encore vouloir céder la place... Il est temps d'arrêter de penser que de nouvelles introductions sauveront les abeilles alors qu'elles vont créer des problèmes que nous devons résoudre demain. Plutôt que de jouer aux apprentis sorciers, la survie des pollinisateurs et du vivant implique que l'on s'attaque aux causes réelles : l'agriculture intensive et la monoculture, le mode de consommation dominant, la simplification des paysages et la destruction des habitats naturels, l'artificialisation des sols, etc. Il est donc opportun et urgent de replanter bocages et bosquets, tant pour la biodiversité que le stockage du carbone... mais bien sûr uniquement avec des espèces locales.